

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Chambre des Actions collectives)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000907-184

DATE : Le 26 avril 2024

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE PIERRE NOLLET, J.C.S.**

---

**KARINE LÉVY**  
Demanderesse  
c.

**NISSAN CANADA INC.**  
Défenderesse

---

JUGEMENT SUR UNE DEMANDE POUR L'APPROBATION DES AVIS AUX  
MEMBRES ET POUR NOMMER L'ADMINISTRATEUR DES RÉCLAMATIONS

---

[1] **CONSIDÉRANT** le jugement du 19 septembre 2019 autorisant l'exercice d'une action collective dans le présent dossier, tel qu'amendé par jugement de la Cour d'appel du 28 avril 2021;

[2] **CONSIDÉRANT** le jugement du 29 octobre 2019 de la Cour supérieure de justice de l'Ontario certifiant l'action collective intentée par Boris Grossman et Michael Arntfield contre Nissan Canada Inc., Nissan Canada Financial Services Inc./Services Financiers Nissan Canada Inc. et Nissan North America, Inc. dans le dossier No. CV-18-00590402-00CP (le « Dossier ontarien »);

[3] **CONSIDÉRANT** la publication des avis d'autorisation en octobre 2021 et l'écoulement du délai d'exclusion;

[4] **CONSIDÉRANT** qu'en date du 4 janvier 2024, une entente de règlement nationale est intervenue dans le présent dossier et dans le Dossier ontarien (l' « **Entente de règlement** »), laquelle a été produite avec sa traduction française comme Pièce R-1;

[5] **CONSIDÉRANT** les Avis de préapprobation abrégés, lesquels se trouvent à **l'annexe 1** du présent jugement en versions anglaise et française, et les Avis de préapprobation détaillés, lesquels se trouvent à **l'annexe 2** du présent jugement en versions anglaise et française;

[6] **CONSIDÉRANT** la demande intitulée « Application for Approval of Notices to Class Members and to Appoint a Claims Administrator » du 25 janvier 2024 (la « Demande ») concernant un règlement proposé à l'égard du groupe suivant (le « Groupe ») :

Toutes les personnes au Québec : (i) dont les renseignements personnels ou financiers détenus par Nissan Canada ont été compromis dans une intrusion informatique dont l'intimée a été informée par les auteurs par courriel le 11 décembre 2017, ou (ii) qui ont reçu une lettre de Nissan Canada le ou vers le mois de janvier 2018 les informant de cette intrusion informatique;

[7] **CONSIDÉRANT** que la Demanderesse demande au Tribunal, inter alia :

- 7.1. d'approuver les Avis aux membres pour les informer, notamment, qu'une audition sera tenue pour l'approbation de l'Entente de règlement;
- 7.2. d'ordonner la publication des Avis aux membres selon les modalités prévues à l'article 6.3 de l'Entente de règlement;
- 7.3. de désigner la firme RicePoint Administration, Inc. à titre d'Administrateur des réclamations dans le cadre de l'Entente de règlement; et
- 7.4. de fixer la date de l'Audition d'approbation;

[8] **CONSIDÉRANT** le consentement de la Défenderesse aux conclusions du présent jugement, sans admission de responsabilité de sa part et uniquement pour les fins du règlement;

[9] **CONSIDÉRANT** les échanges entre le Tribunal et les parties;

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL : WHEREFORE, THE COURT:**

[10] **ACCUEILLE** la Demande pour l'approbation des Avis aux membres et pour nommer l'administrateur des réclamations;

**GRANTS** the *Application for Approval of Notices to Class Members and to Appoint a Claims Administrator*;

[11] **DÉCLARE** qu'aux fins du présent jugement, les définitions énoncées dans l'Entente de règlement s'appliquent et sont intégrées au présent jugement;

**DECLARES** that for the purposes of the present judgment, the definitions in the Settlement Agreement apply and are integrated in the present judgment;

[12] **DÉCLARE** qu'aux fins du présent jugement, les avis joints en annexes à l'Entente de règlement sont remplacés par les Annexes 1 et 2 du présent jugement;

**DECLARES** that for the purposes of the present judgment, the notices attached as schedules to the Settlement Agreement are replaced by Schedules 1 and 2 to this judgment;

[13] **APPROUVE** la forme et le contenu de l'Avis aux membres essentiellement sous la forme abrégée et détaillée se trouvant aux annexes 1 et 2 du présent jugement, dans leurs versions anglaise et française;

**APPROVES** the form and content of the Pre-Approval Notices, substantially in the short and long forms as set forth in Schedules 1 and 2 to this Judgment, in their English and French versions;

[14] **DÉCLARE** que le présent jugement sera déclaré nul et sans effet à la demande d'une partie si l'Entente de règlement est résiliée conformément à ses dispositions ou n'est pas approuvée par le Tribunal;

**DECLARES** that the present judgment shall be declared null and without effect at the request of either party if the Settlement Agreement is terminated pursuant to its provisions or if it is not approved by the Court;

[15] **APPROUVE** le Plan de notification prévu à l'article 6.3 de l'Entente de règlement, lequel détaille le mode de diffusion des Avis aux membres;

**APPROVES** Notice Plan provided for in Article 6.3 of the Settlement Agreement, which details the method of dissemination of the Pre-Approval Notices;

[16] **DÉSIGNE** RicePoint Administration, Inc. à titre d'Administrateur des réclamations afin de s'acquitter des tâches qui lui incombent en vertu de l'Entente de règlement et les présentes

**APPOINTS** RicePoint Administration, Inc. as the Claims Administrator for the purposes of accomplishing the tasks that devolve to it pursuant to the Settlement Agreement and the present Orders;

ordonnances;

[17] **ORDONNE** que les Avis aux membres (annexes 1 et 2 du présent jugement) soient diffusés conformément au Plan de notification (article 6.3 de l'Entente de règlement);

**ORDERS** that the class members Pre-Approval Notices (Schedules 1 and 2 to this Judgment) be disseminated in accordance with the Notice Plan (Article 6.3 of the Settlement Agreement);

[18] **DÉCLARE** que le présent jugement constitue un jugement contraignant la production des informations par la défenderesse au sens des lois applicables en matière de vie privée;

**DECLARES** that this judgment constitutes a judgment compelling the production of information by the Defendant within the meaning of applicable privacy laws;

[19] **DÉCLARE** que la défenderesse est autorisée à fournir à l'Administrateur des réclamations les noms et les adresses électroniques (si disponibles) des Membres du Groupe du Québec pour exécuter le Plan de notification et faciliter le processus de distribution conformément à l'Entente de règlement;

**DECLARES** that the Defendant is authorized to provide the Claims Administrator with the names and email addresses (if available) of the Québec Class Members for the purpose of executing the Notice Plan and facilitating the distribution process in accordance with the Settlement Agreement;

[20] **ORDONNE** à l'Administrateur des réclamations et aux Parties de préserver la confidentialité des informations qui leur sont fournies en vertu du présent jugement et ne pas les partager avec toute autre personne, sauf si cela est strictement nécessaire pour exécuter le Plan de notification et/ou faciliter le processus de distribution conformément à l'Entente de règlement;

**ORDERS** that the Claims Administrator and the Parties shall maintain the confidentiality over and shall not share any of the information provided pursuant to this judgment with any other person, unless doing so is strictly necessary for executing the Notice Plan and/or facilitating the distribution process in accordance with the Settlement Agreement;

[21] **ORDONNE** à l'Administrateur des réclamations et aux Parties d'utiliser les informations qui leur sont fournies en vertu du présent jugement dans le seul but d'exécuter le Plan de notification et de faciliter le processus de distribution conformément à l'Entente de règlement, et à aucune autre fin;

**ORDERS** that the Claims Administrator and the Parties shall use the information provided to it pursuant to this judgment for the sole purpose of executing the Notice Plan and facilitating the distribution process in accordance with the Settlement Agreement, and for no other purpose;

[22] **DÉCLARE** que les Membres du Groupe du Québec désirant s'objecter à l'approbation par le Tribunal de l'Entente de règlement devront procéder de la manière prévue à l'avis détaillé joint aux présentes comme Annexe 2, au plus tard le 30 mai 2024 si par écrit ou à l'audience du 6 juin 2024 si en personne;

**DECLARES** that Québec Class members who wish to object to Court approval of the Settlement Agreement must do so in the manner provided for in the Long Form Notices attached to this judgment as Schedule 2, on or before May 30, 2024 if in writing or at the hearing on June 6, 2024, if in person;

[23] **FIXE** la présentation de la *Demande pour approbation de l'entente de règlement et des honoraires des avocats du groupe* au **6 juin 2024**, à **9h30**, en salle 2.08 du Palais de Justice de Montréal (ou toute autre salle d'audience qui sera indiquée par une affiche à l'extérieur de la salle 2.08 ou tel que désigné par le Juge siégeant en salle 2.08) ou via un lien TEAMS qui sera affiché d'ici là sur le Site Web créé aux fins du règlement <http://www.reglementdonneesnissan.com> et sur le site web des Avocats du Groupe;

**SCHEDULES** the presentation of the *Application for Approval of the Settlement Agreement and of Class Counsel Fees* on **June 6, 2024**, at **9:30 AM**, in room 2.08 of the Montréal Courthouse (or any other courtroom which will be indicated by the posting of a sign outside of courtroom 2.08 or designated by the Judge sitting in room 2.08 ) or via a TEAMS link that will be posted before that date on the Settlement Website <http://www.nissandatsettlement.com> and on Class Counsel website

[24] **ORDONNE** que la date et l'heure pour la tenue de l'audience d'approbation du règlement soient indiquées dans les Avis aux membres (annexes 1 et 2 du présent jugement), bien qu'elles puissent être reportées par le Tribunal sans autre avis aux Membres du Groupe du Québec autre que l'avis qui sera affiché sur le registre des actions collectives du Québec, sur le site web du règlement et sur le site web des avocats du groupe;

**ORDERS** that the date and time of the settlement approval hearing shall be set forth in the Pre-Approval Notices (Schedules 1 and 2 to this judgment) but may be subject to adjournment by the Court without further publication of notice to the Québec Class Members, other than such notice which will be posted on Quebec Registry of Class Action, on the Settlement Website and on the Class Counsel website;

[25] **ORDONNE** aux Avocats du Groupe de déposer leur demande d'approbation d'un règlement d'une action collective et pour faire approuver les Honoraires des Avocats du Groupe au plus tard le 6 mai 2024;

**ORDERS** that Class Counsel to file its application for approval of a class action settlement and for approval of Class Counsel Fees on or before May 6, 2024;

[26] **LE TOUT** sans frais de justice. **THE WHOLE** without legal costs.

---

PIERRE NOLLET, J.C.S.

Me David Assor  
LEX GROUP INC..  
Avocats pour la demanderesse

Me Margaret Weltrowska  
Me Erica Shadeed  
DENTONS CANADA S.E.N.C.R.L.  
Avocats pour la défenderesse Nissan Canada Inc.

Date d'audience : Sur dossier et échanges de courriels

**ANNEXE 1****AVIS DE RÈGLEMENT PROPOSÉ D'UNE ACTION COLLECTIVE  
ACTION COLLECTIVE DE NISSAN CANADA INC. CONCERNANT L'INTRUSION INFORMATIQUE**

**CECI EST UN AVIS FORMEL D'UN RÈGLEMENT PROPOSÉ D'UNE ACTION COLLECTIVE DONT VOUS POURRIEZ ÊTRE UN MEMBRE DU GROUPE. VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT CET AVIS CAR IL PEUT AVOIR UN IMPACT SUR VOS DROITS.**

Cet avis s'adresse à toutes les personnes au **Québec** dont (i) les renseignements personnels ou financiers détenus par Nissan Canada inc. (« Nissan ») ont été compromis dans une intrusion informatique dont Nissan a été informée par les extorqueurs par courriel le 11 décembre 2017 ou (ii) qui ont reçu une lettre de Nissan le ou vers le mois de janvier 2018 les informant de cette intrusion informatique (le « Groupe du Québec » ou les « Membres du Groupe du Québec »).

**PROCÉDURES**

Le 28 avril 2021, une action collective a été autorisée contre Nissan dans l'affaire *Levy c. Nissan Canada inc.*, dans le dossier de la Cour supérieure du Québec portant le numéro 500-06-000907-184, concernant une intrusion informatique (l'« Intrusion informatique ») survenue le ou vers le 11 décembre 2017 (l'« Action du Québec »). Nissan nie toute faute et aucun tribunal n'a conclu à l'existence d'une faute de la part de Nissan. Les parties ont plutôt décidé de régler la poursuite.

Le présent avis vise à vous informer qu'un règlement proposé a été conclue dans le cadre de l'Action du Québec ainsi que de l'action collective certifiée en Ontario contre Nissan, Nissan Canada Financial Services Inc./Services Financiers Nissan Canada inc. et Nissan North America dans l'affaire *Grossman et Arntfield c. Nissan Canada Inc., faisant affaire sous la dénomination Nissan Canada Finance et faisant affaire sous les dénominations Infiniti Financial Services Canada, Nissan Canada Financial Services Inc., Services Financiers Canada inc. et Nissan North America, Inc.*, dans le dossier de la Cour supérieure de justice de l'Ontario portant le numéro CV-18-00590402-00CP (l'« Action de l'Ontario »).

Le règlement proposé s'applique aux Membres du Groupe du Québec ainsi qu'aux membres du groupe de l'Action de l'Ontario (« Groupe visé par le règlement » ou « Membres du Groupe visé par le Règlement »).

**ENTENTE DE RÈGLEMENT PROPOSÉE**

Nissan a accepté de fournir, sans aucune admission de responsabilité, un fonds de règlement plafonné de 1 820 000 \$ CA (le « Fonds de règlement plafonné ») pour payer les réclamations des Membres du Groupe visé par le règlement.

Si le Règlement est approuvé, les Membres du Groupe visé par le règlement pourront soumettre une « Réclamation documentée » ou une « Réclamation non documentée ».

1. Réclamations documentées : les Membres du Groupe visé par le Règlement qui ont subi des dommages, des pertes, des frais et/ou des coûts non remboursés en raison de l'Intrusion

informatique (y compris à la suite de la réception d'une lettre les informant de l'Intrusion informatique dans le cadre de l'Action du Québec) et qui soumettent un formulaire de réclamation prouvant (i) qu'ils font partie du Groupe visé par le Règlement et (ii) que les dommages documentés subis en raison de l'Intrusion informatique (y compris à la suite de la réception d'une lettre les informant de l'Intrusion informatique) seraient admissibles au remboursement de tels dommages jusqu'à concurrence de **2 500 \$ CA**, moins le prélèvement payable au Fonds d'aide aux actions collectives, lequel correspond à 2 % sur toute réclamation inférieure à 2 000 \$ ou à 5 % sur toute réclamation supérieure à 2 000 \$.

2. Réclamations non-documentées : les Membres du Groupe visé par le Règlement qui n'ont pas de documents ou de preuves de dommages et qui soumettent un formulaire de réclamation démontrant qu'ils font partie du Groupe visé par le Règlement auraient droit à **35 \$ CA** pour le remboursement du temps perdu, moins 2 % pour le prélèvement payable au Fonds d'aide aux actions collectives.

Si le montant total des réclamations des Membres du Groupe visé par le règlement dépasse le montant total alloué pour les Réclamations documentées ou les Réclamations non documentées, les paiements individuels aux Membres du Groupe visé par le règlement seront réduits au prorata (proportionnellement).

**Une copie de l'entente de règlement et d'autres documents y afférents sont disponibles en ligne à l'adresse suivante: [www.reglementdonneesnissan.com](http://www.reglementdonneesnissan.com).**

#### **AUDITION D'APPROBATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT**

Avant que l'Entente de règlement ne devienne exécutoire, la Cour supérieure du Québec (la « Cour ») doit approuver l'Entente de règlement et les honoraires et débours des avocats du groupe, Lex Group inc. (les « Avocats du Groupe »). La Cour procédera à leur révision afin de s'assurer qu'ils sont justes, raisonnables et dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe. **Vous n'avez rien à payer.**

L'Audition d'approbation aura lieu le 6 juin 2024 à 9h30 devant la Cour, au Palais de justice de Montréal, 1, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, Canada, dans la salle 2.08 (ou toute autre salle d'audience qui sera indiquée par une affiche à l'extérieur de la salle 2.08 ou tel que désigné par le Juge siégeant en salle 2.08) ou par le biais du lien Teams de la salle désignée. Lors de cette audition, la Cour entendra toute(s) le(s) objection(s) soulevée(s) par les Membres du Groupe visé par le Règlement en lien avec l'Entente de règlement proposée, conformément aux délais et à la procédure établis dans l'Entente de règlement. Les Membres du Groupe visé par le Règlement qui ne s'objectent pas au règlement proposé ne sont pas tenus d'assister à cette audition ou de prendre des mesures pour manifester leur intention d'être liés par ce règlement.

**Si vous êtes un Membre du Groupe visé par le Règlement et que vous ne vous objectez pas au règlement, vous n'avez RIEN à faire et vous n'êtes PAS tenu d'assister à l'Audition d'approbation du règlement.**

**SUIS-JE UN MEMBRE DU GROUPE?**

Vous êtes un Membre du Groupe visé par le Règlement si vous résidez au Québec et si vous tombez dans l'une des deux catégories suivantes :

1. Vous étiez partie à un contrat de location ou d'achat financé en cours avec Nissan entre décembre 2016 et janvier 2017;

**OU**

2. Vous avez reçu une lettre de Nissan le ou vers le mois de janvier 2018 vous informant de l'Intrusion informatique

**QUELLES SONT MES OPTIONS?**

Si vous êtes un Membre du Groupe visé par le Règlement, vous avez les deux (2) options suivantes :

1. **Ne rien faire.** Si vous ne faites rien, vous demeurerez dans l'Action collective et vous serez lié par l'Entente de règlement, si elle est approuvée par la Cour. Si l'Entente de règlement est approuvée, vous serez alors admissible à participer au règlement et à présenter une réclamation valide avant le **[100 jours à compter de la première diffusion de l'Avis d'approbation]** afin d'obtenir une indemnisation pour une Réclamation documentée d'un montant maximal de 2 500 \$ (moins le prélèvement payable au Fonds d'aide aux actions collectives) si vous fournissez des preuves documentaires de vos dommages, ou une Réclamation non-documentée d'un montant maximal de 35 \$ si vous n'avez pas de telles preuves (moins le prélèvement payable au Fonds d'aide aux actions collectives);ou
2. **Vous objecter ou commenter le règlement si vous n'êtes pas d'accord avec l'Entente de règlement.** Pour savoir comment vous objecter ou commenter l'Entente de règlement, veuillez consulter la section suivante.

Veillez noter que les Membres du Groupe du Québec qui se sont déjà exclus de l'Action du Québec **ne peuvent pas** s'objecter à l'Entente de règlement ni la commenter et ne pourront **pas** participer au règlement, s'il est approuvé.

**QUOI FAIRE SI JE NE SUIS PAS D'ACCORD AVEC LE RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

Quoi dois-je faire si je ne suis pas d'accord avec le règlement proposé?

Si vous n'êtes pas d'accord avec le règlement proposé, vous pouvez vous y objecter ou le commenter en remplissant un formulaire d'objection dans lequel vous indiquerez les motifs à l'appui de votre objection. Le formulaire est disponible en ligne sur <http://www.reglementdonneesnissan.com>. Le formulaire doit être rempli au plus tard le **30 mai 2024** par et envoyé à la Cour avec copie envoyé par la poste à l'administrateur des réclamations

Vous pouvez également assister à l'audition d'approbation qui aura lieu le **6 juin 2024** afin de présenter votre objection à la Cour, mais vous n'êtes pas obligé de le faire. Après le **30 mai 2024**, toute objection doit être présentée en personne.

**COMMENT FAIRE UNE RÉCLAMATION?**

Pour faire une réclamation, vous devez [au plus tard 100 jours à compter de la réception de l'Avis d'approbation] :

- Compléter un formulaire de réclamation en ligne sur [www.reglementdonneesnissan.com](http://www.reglementdonneesnissan.com); ou
- Obtenir un formulaire de réclamation en format papier auprès de l'Administrateur des réclamations, le compléter et l'envoyer par courriel ou par courrier à l'Administrateur des réclamations.

**COMMENT OBTENIR PLUS D'INFORMATION?**

L'Entente de règlement et d'autres informations détaillées, y compris les jugements pertinents, sont disponibles sur le Site Web du règlement à l'adresse suivante: [www.reglementdonneesnissan.com](http://www.reglementdonneesnissan.com).

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

<p>Administrateur des réclamations <b>RicePoint Administration inc.</b> Action collective de Nissan relative à l'intrusion informatique Boîte postale 3355 London, ON N6A 4K3</p>	<p>Avocats du Groupe <b>Lex Group inc.</b> 4101 rue Sherbrooke Ouest Montréal, QC H3Z 1A7 514-451-5500 (ext. 101) / <a href="mailto:info@lexgroup.ca">info@lexgroup.ca</a></p>
---	--

*Veuillez noter qu'en cas de divergence entre les termes du présent avis et l'Entente de règlement, les termes du présent Avis prévaudront. Tout terme non défini dans le présent avis a la signification qui lui est attribuée dans l'Entente de règlement.*

***La publication de cet avis a été autorisée par la Cour supérieure du Québec***

**SCHEDULE 1**  
**NOTICE OF PROPOSED CLASS ACTION SETTLEMENT**  
**NISSAN CANADA INC. DATA INCIDENT CLASS ACTION**

**THIS IS A FORMAL NOTICE OF A PROPOSED SETTLEMENT OF CLASS ACTIONS OF WHICH YOU  
MAY BE A MEMBER OF THE CLASS. PLEASE READ THIS NOTICE CAREFULLY AS IT MAY  
AFFECT YOUR RIGHTS.**

This notice is for all persons in **Québec**: (i) whose personal or financial information held by Nissan Canada Inc. (“Nissan”) was compromised in a data breach of which Nissan was advised by the perpetrators by email on December 11, 2017, or (ii) who received a letter from Nissan on or about January 2018 informing them of such data breach (“Québec Class” or “Québec Class Members”).

<b>PROCEEDINGS</b>
--------------------

On April 28, 2021, a class action was authorized against Nissan in the matter of *Levy v. Nissan Canada Inc.*, Superior Court of Quebec Court File No.: 500-06-000907-184 relating to a data security incident (the “Data Incident”) occurring on or about December 11, 2017 (the “Québec Action”). Nissan denies any wrongdoing, and no court has concluded to any wrongdoing by Nissan. The parties have instead decided to settle the lawsuit.

This Notice is to inform you that a proposed settlement has been reached in the Québec Action as well as in a certified class action lawsuit in Ontario against Nissan, Nissan Canada Financial Services Inc./Services Financiers Nissan Canada Inc. and Nissan North America, Inc. in the matter of *Grossman and Arntfield v. Nissan Canada Inc., c.o.b. as Nissan Canada Finance and c.o.b. as Infiniti Financial Services Canada, Nissan Canada Financial Services Inc., Services Financiers Nissan Canada Inc. and Nissan North America, Inc.*, Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-18-00590402-00CP (the “Ontario Action”).

The proposed settlement applies to Québec Class Members as well as class members in the Ontario Action (“Settlement Class” or “Settlement Class Members”).

<b>PROPOSED SETTLEMENT AGREEMENT</b>
--------------------------------------

Nissan has agreed to provide, without any admission of liability, a capped settlement fund of CAD \$1,820,000.00 to pay Settlement Class Member claims.

If the Settlement is approved, Settlement Class Members would be eligible to submit either a “Documented Claim” or an “Undocumented Claim”.

1. Documented Claims: Settlement Class Members who have suffered damages, losses, costs and/or unreimbursed expenses caused by the Data Incident (including as a result of having received a letter informing them of the Data Security Incident in the Québec Action) and who submit a claim form evidencing (i) their membership in the Settlement Class; and (ii) documented damages incurred as a result of the Data Incident (including as a result of having received a letter informing them of the Data Security Incident in the Québec Action), would be eligible for the reimbursement of such damages up

to **CAD \$2,500**, less the levy payable to the *Fonds d'aide aux actions collectives*, which is equal to 2% for any claim that is less than \$2,000 or 5% for any claim exceeding \$2,000.

2. Undocumented Claims: Settlement Class Members who do not have documentation or proof of damages and who submit a claim form establishing their membership in the Settlement Class would be entitled to **CAD \$35** for reimbursement of lost time, less 2% for the levy payable to the *Fonds d'aide aux actions collectives*.

If the total amount of claims to Settlement Class Members exceeds the total amount allocated for either the Documented Claims or the Undocumented Claims, the individual payments to Settlement Class Members may be reduced on a pro rata basis (proportionally).

**A copy of the settlement agreement and other related documentation is available online at [www.nissandatasettlement.com](http://www.nissandatasettlement.com).**

#### **SETTLEMENT AGREEMENT APPROVAL HEARING**

Before the Settlement Agreement becomes effective, the Superior Court of Québec (the "Court") must approve both the Settlement Agreement and the fees and expenses of class counsel, Lex Group Inc. ("Class Counsel"). The Court will review them to ensure that they are fair, reasonable and in the best interests of Class Members. **You have nothing to pay.**

The Approval Hearing will take place on June 6, 2024 at 9:30 A.M. before the Court, at the Montreal Courthouse, 1 Notre-Dame Street East, in Montréal, Québec, Canada, in room 2.08 (or any other courtroom which will be indicated by the posting of a sign outside of courtroom 2.08 or designated by the Judge sitting in room 2.08) or through the designated room's Teams link. At this hearing, the Court will hear any objection(s) raised by Settlement Class Members with respect to the proposed Settlement Agreement, in accordance with the deadlines and procedure set forth in the Settlement Agreement. Settlement Class Members who do not oppose the proposed settlement are not required to attend this hearing or to take any action to indicate that they intend to be bound by it.

**If you are a Settlement Class Member and do not object to the settlement, you do NOT have to do anything and you do NOT have to attend the settlement approval hearing.**

#### **AM I A CLASS MEMBER?**

You are a Settlement Class Member if you are a Québec resident and correspond to one of the two following categories:

1. Your personal or financial information held by Nissan was compromised in the Data Incident;
- OR**
2. You received a letter from Nissan on or about January 2018 informing you of such Data Incident.

**WHAT ARE MY OPTIONS?**

If you are a Settlement Class Member, you have the following two (2) options:

1. **Do nothing.** If you do nothing, you will stay in the Class Action and be bound by the Settlement Agreement, if approved by the Court. If the Settlement Agreement is approved, you will then be eligible to participate in the settlement and make a valid claim before **[100 days from the first dissemination of the Approval Notice]** in order to obtain compensation for a Documented Claim of up to \$2,500 (less the levy payable to the *Fonds d'aide aux actions collectives*) if you provide documentary evidence of your losses, or an Undocumented Claim of up to \$35 if you do not have such evidence (less the levy payable to the *Fonds d'aide aux actions collectives*); or
2. **Object to or comment on the settlement if you disagree with the Settlement Agreement.** To object to or comment on the Settlement Agreement, refer to the next section.

Note that Québec Class Members who have already excluded themselves from the Québec Action (opted-out) **cannot** object to or comment on the Settlement Agreement and will **not** be eligible to participate in the settlement, if approved.

**WHAT IF I DISAGREE WITH THE PROPOSED SETTLEMENT?**

What should I do if I disagree with the proposed settlement?

If you disagree with the proposed settlement, you can object to or comment on it by completing an objection form setting out the reasons why. The objection form is available online at <http://www.nissandatasettlement.com>. The objection form must be completed on or before May 30, 2024 and sent to the Court with copy submitted by mail to the Claims Administrator.

You may also attend the Approval Hearing which will take place on June 6, 2024 in order to present your objection to the Court, but are not required to do so. After May 30, 2024, any objections must be made in person at the Approval Hearing.

**HOW DO I MAKE A CLAIM?**

To make a claim, you must, no later than **[100 days from receiving the Approval Notice]**:

- Complete a claim form online at [www.nissandatasettlement.com](http://www.nissandatasettlement.com); or
- Obtain a claim form in paper format from the Claims Administrator, complete it and send it by email or by mail to the Claims Administrator.

**HOW DO I OBTAIN MORE INFORMATION?**

The Settlement Agreement and further detailed information, including relevant judgments, are on the Settlement Website at [www.nissandatasettlement.com](http://www.nissandatasettlement.com).

For more information, please contact :

<p>Claims Administrator <b>RicePoint Administration Inc.</b> Nissan Data Incident Class Action P.O. Box 3355 London, ON N6A 4K3</p>	<p>Class Counsel <b>Lex Group Inc.</b> 4101 Sherbrooke Street West Montréal, QC H3Z 1A7 514-451-5500 (ext. 101) / <a href="mailto:info@lexgroup.ca">info@lexgroup.ca</a></p>
---	--

*Please note that in case of any discrepancy between the terms of this Notice and the Settlement Agreement, the terms of this Notice shall prevail. Any term not defined in this Notice shall have the meaning ascribed in the Settlement Agreement.*

***The publication of this notice has been authorized by the Superior Court of Quebec.***

**ANNEXE 2**  
**AVIS DE RÈGLEMENT PROPOSÉ D'UNE ACTION COLLECTIVE CONTRE NISSAN CANADA INC.**  
**CONCERNANT L'INTRUSION INFORMATIQUE**

**CECI EST L'AVIS FORMEL D'UN RÈGLEMENT PROPOSÉ D'UNE ACTION COLLECTIVE DONT VOUS POURRIEZ ÊTRE UN MEMBRE DU GROUPE. VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT CET AVIS CAR IL PEUT AVOIR UN IMPACT SUR VOS DROITS.**

Cet avis s'adresse à toutes les personnes au **Québec** dont (i) les renseignements personnels ou financiers détenus par Nissan Canada inc. (« Nissan ») ont été compromis dans une intrusion informatique dont Nissan a été informée par les extorqueurs par courriel le 11 décembre 2017 ou (ii) qui ont reçu une lettre de Nissan le ou vers le mois de janvier 2018 les informant de cette intrusion informatique (le « Groupe du Québec » ou les « Membres du Groupe du Québec »).

**PROCÉDURES**

Le 28 avril 2021, une action collective a été autorisée contre Nissan dans l'affaire *Levy c. Nissan Canada inc.*, dans le dossier de la Cour supérieure du Québec portant le numéro 500-06-000907-184 (l'« Action du Québec »).

Le présent avis vise à vous informer qu'un règlement proposé a été conclue dans le cadre de l'Action du Québec ainsi que de l'action collective certifiée en Ontario contre Nissan, Nissan Canada Financial Services Inc./Services Financiers Nissan Canada inc. et Nissan North America dans l'affaire *Grossman et Arntfield c. Nissan Canada Inc.*, faisant affaire sous la dénomination *Nissan Canada Finance* et faisant affaire sous les dénominations *Infiniti Financial Services Canada*, *Nissan Canada Financial Services Inc.*, *Services Financiers Canada inc.* et *Nissan North America, Inc.*, dans le dossier de la Cour supérieure de justice de l'Ontario portant le numéro CV-18-00590402-00CP (l'« Action de l'Ontario »).

Le règlement proposé s'applique aux Membres du Groupe du Québec ainsi qu'aux membres du groupe de l'Action de l'Ontario (« Groupe visé par le règlement » ou « Membres du Groupe visé par le Règlement »).

**QUEL EST L'OBJET DE CETTE POURSUITE?**

La poursuite allègue que Nissan est responsable des dommages résultant d'un incident survenu le ou vers le 11 décembre 2017, lors duquel elle a reçu un courriel anonyme d'un particulier inconnu qui prétendait détenir des informations sur les clients de Nissan, et qui demandait le paiement d'une rançon pour rendre les données (l'« Intrusion informatique »). La poursuite allègue que l'Intrusion informatique a causé des dommages pécuniaires aux clients du Groupe. Nissan nie toute faute et aucun tribunal n'a conclu à l'existence d'une faute de la part de Nissan. Les parties ont plutôt décidé de régler la poursuite.

**ENTENTE DE RÈGLEMENT PROPOSÉE**

Nissan a accepté de fournir, sans aucune admission de responsabilité, un fonds de règlement plafonné de 1 820 000 \$ CA (le « Fonds de règlement plafonné ») pour payer les réclamations des Membres du Groupe visé par le règlement.

Si le Règlement est approuvé, les Membres du Groupe visé par le règlement pourront soumettre une « Réclamation documentée » ou une « Réclamation non documentée ».

1. Réclamations documentées: les Membres du Groupe visé par le Règlement qui ont subi des dommages, des pertes, des frais et/ou des coûts non remboursés en raison de l'Intrusion informatique (y compris à la suite de la réception d'une lettre les informant de l'Intrusion informatique dans le cadre de l'Action du Québec) et qui soumettent un formulaire de réclamation prouvant (i) qu'ils font partie du Groupe visé par le Règlement et (ii) que les dommages documentés subis en raison de l'Intrusion informatique (y compris à la suite de la réception d'une lettre les informant de l'Intrusion informatique) seraient admissibles au remboursement de tels dommages jusqu'à concurrence de **2 500 \$ CA**, moins le prélèvement payable au Fonds d'aide aux actions collectives, lequel correspond à 2 % sur toute réclamation inférieure à 2 000 \$ ou à 5 % sur toute réclamation supérieure à 2 000 \$.
2. Réclamations non-documentées: les Membres du Groupe visé par le Règlement qui n'ont pas de documents ou de preuves de dommages et qui soumettent un formulaire de réclamation démontrant qu'ils font partie du Groupe visé par le Règlement auraient droit à **35 \$ CA** pour le remboursement du temps perdu, moins 2 % pour le prélèvement payable au Fonds d'aide aux actions collectives.

Si le montant total des réclamations des Membres du Groupe visé par le règlement dépasse le montant total alloué pour les Réclamations documentées ou les Réclamations non documentées, les paiements individuels aux Membres du Groupe visé par le règlement seront réduits au prorata (proportionnellement).

**Une copie de l'entente de règlement (l' « Entente de règlement ») et d'autres documents y afférents sont disponibles en ligne à l'adresse suivante: [www.reglementdonneesnissan.com](http://www.reglementdonneesnissan.com).**

#### **AUDITION D'APPROBATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT**

Avant que l'Entente de règlement ne devienne exécutoire, la Cour supérieure du Québec (la « Cour ») doit approuver l'Entente de règlement et les honoraires et débours des avocats du groupe, Lex Group inc. (les « Avocats du Groupe »). La Cour procédera à leur révision afin de s'assurer qu'ils sont justes, raisonnables et dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe. **Vous n'avez rien à payer.**

L'Audition d'approbation aura lieu le 6 juin 2024 à 9h30, au Palais de justice de Montréal, 1, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, Canada, dans la salle 2.08 (ou toute autre salle d'audience qui sera indiquée par une affiche à l'extérieur de la salle 2.08 ou désigné par le Juge siégeant en salle 2.08) ou par le biais d'un lien Teams. Lors de cette audition, la Cour entendra toute(s) le(s) objection(s) soulevée(s) par les Membres du Groupe visé par le Règlement en lien avec l'Entente de règlement proposée, conformément aux délais et à la procédure établis dans l'Entente de règlement. Les Membres du Groupe visé par le Règlement qui ne s'objectent pas au règlement proposé ne sont pas tenus d'assister à cette audition ou de prendre des mesures pour manifester leur intention d'être liés par ce règlement.

**Si vous êtes un Membre du Groupe visé par le Règlement et que vous ne vous objectez pas au règlement, vous n'avez RIEN à faire et vous n'êtes PAS tenu d'assister à l'Audition d'approbation du règlement.**

**SUIS-JE UN MEMBRE DU GROUPE?**

Vous êtes un Membre du Groupe visé par le Règlement si vous résidez au Québec et si vous tombez dans l'une des deux catégories suivantes :

1. Vous étiez partie à un contrat de location ou d'achat financé en cours avec Nissan entre décembre 2016 et janvier 2017;

**OU**

2. Vous avez reçu une lettre de Nissan le ou vers le mois de janvier 2018 vous informant de l'Intrusion informatique.

**QUELLES SONT MES OPTIONS?**

Si vous êtes un Membre du Groupe visé par le Règlement, vous avez les deux (2) options suivantes :

1. **Ne rien faire.** Si vous ne faites rien, vous demeurerez dans l'Action collective et vous serez lié par l'Entente de règlement, si elle est approuvée par la Cour. Si l'Entente de règlement est approuvée, vous serez alors admissible à participer au règlement et à présenter une réclamation valide avant le **[100 jours à compter de la première diffusion de l'Avis d'approbation]** afin d'obtenir une indemnisation pour une Réclamation documentée d'un montant maximal de 2 500 \$ (moins le prélèvement payable au Fonds d'aide aux actions collectives) si vous fournissez des preuves documentaires de vos dommages, ou une Réclamation non-documentée d'un montant maximal de 35 \$ si vous n'avez pas de telles preuves (moins le prélèvement payable au Fonds d'aide aux actions collectives); ou
2. **Vous objecter ou commenter le règlement si vous n'êtes pas d'accord avec l'Entente de règlement.** Pour savoir comment vous objecter ou commenter l'Entente de règlement, veuillez consulter la section suivante.

Veuillez noter que les Membres du Groupe du Québec qui se sont déjà exclus de l'Action du Québec **ne peuvent pas** s'objecter à l'Entente de règlement ni la commenter et ne pourront **pas** participer au règlement, s'il est approuvé.

**QUOI FAIRE SI JE NE SUIS PAS D'ACCORD AVEC LE RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

Quoi dois-je faire si je ne suis pas d'accord avec le règlement proposé?

Si vous n'êtes pas d'accord avec le règlement proposé, vous pouvez vous y objecter ou le commenter en remplissant un formulaire d'objection dans lequel vous indiquerez les motifs à l'appui de votre objection. Le formulaire est disponible en ligne sur <http://www.reglementdonneesnissan.com>. Vous devez envoyer ce formulaire dûment rempli au plus tard le **30 mai 2024** par courrier recommandé à la Cour à l'adresse suivante :

Greffier de la Cour supérieure du Québec  
Palais de justice de Montréal  
(Objet : *Levy c. Nissan Canada Inc.*, 500-06-000907-184)  
1, rue Notre-Dame Est, salle 1.120  
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Avec copie à l'administrateur des réclamations à l'adresse suivante :

Action collective de Nissan relative à l'intrusion informatique  
a/s RicePoint Administration Inc.  
Boîte postale 3355  
London, ON N6A 4K3

Vous pouvez également assister à l'audition d'approbation qui aura lieu le **6 juin 2024** afin de présenter votre objection à la Cour, mais vous n'êtes pas obligé de le faire. Après le **30 mai 2024**, toute objection doit être présentée en personne.

#### QUE PUIS-JE OBTENIR DU RÈGLEMENT PROPOSÉ?

Chaque Membre du Groupe visé par le Règlement peut être éligible à l'un de deux types d'avantages. Si vous avez de la documentation, vous pouvez recevoir un remboursement pour une Réclamation documentée de dommages et/ou coûts jusqu'à concurrence de 2 500 \$ CA. Si vous n'avez pas de documentation, vous pouvez être éligible pour une Réclamation non documentée n'excédant pas 35 \$ CA. Le montant des paiements réels dépendra de la valeur totale des réclamations reçues et approuvées et pourra être réduit proportionnellement en cas d'insuffisance de fonds, conformément aux termes de l'Entente de règlement.

#### QU'EST-CE QUE QU'UNE « RÉCLAMATION DOCUMENTÉE »

Tous les Membres du Groupe visé par le Règlement qui ont subi des dommages, des pertes, des frais et/ou des coûts non remboursés causés par l'Intrusion informatique (y compris à la suite de la réception d'une lettre les informant de l'Intrusion informatique dans le cadre de l'Action du Québec) peuvent, sous réserve de fournir des preuves documentaires raisonnables telles que déterminées par l'Administrateur des réclamations, obtenir le remboursement de ces montants jusqu'à concurrence de 2 500 \$ CA. Ces preuves documentaires peuvent inclure des factures, des reçus, des documents financiers ou des photos. Ces dommages et/ou coûts peuvent être liés à :

- Les débours encourus, par exemple pour l'achat d'une assurance supplémentaire;
- Les frais relatifs au crédit (tels que les frais engendrés afin d'obtenir des rapports de crédit, de s'abonner à un service de surveillance du crédit ou de protection contre le vol d'identité, de geler un crédit ou activer une alerte de crédit);
- Autres frais ou coûts non remboursés résultant de l'Intrusion informatique.

#### COMMENT FAIRE UNE RÉCLAMATION?

Pour faire une réclamation, vous devez [au plus tard 100 jours à compter de la réception de l'Avis d'approbation] :

- Compléter un formulaire de réclamation en ligne sur [www.reglementdonneesnissan.com](http://www.reglementdonneesnissan.com); ou
- Obtenir un formulaire de réclamation en format papier auprès de l'Administrateur des réclamations, le compléter et l'envoyer par courriel ou par courrier à l'Administrateur des réclamations.

#### QUAND EST-CE QUE JE VAIS RECEVOIR LE PAIEMENT?

Si vous soumettez un formulaire de réclamation complet, exact, valide et avant la date limite, l'Administrateur des réclamations vous enverra votre paiement une fois que le règlement aura été définitivement approuvé et que tous les appels et autres révisions auront été épuisés.

**EST-CE QUE J'AI UN AVOCAT DANS CETTE AFFAIRE?**

Oui. Les avocats représentant les Membres du Groupe du Québec sont le cabinet Lex Group inc. Ce cabinet d'avocats ne vous facturera pas pour son travail dans cette affaire. Si vous souhaitez être représenté par votre propre avocat, vous pouvez en engager un à vos frais.

**COMMENT LES AVOCATS SERONT-ILS PAYÉS?**

En même temps que l'Audition d'approbation, les Avocats du Groupe demanderont à la Cour d'approuver le paiement de leurs honoraires et autres coûts. Dans le cadre du règlement, en plus du Fonds de règlement plafonné, Nissan a accepté de payer une contribution aux honoraires des Avocats du Groupe d'un montant de 490 000 \$ CA. Les Avocats du Groupe demanderont une somme forfaitaire correspondant à 30% du montant total du règlement, plus la TPS, la TVH et la TVQ applicables. Les Avocats du Groupe demanderont que ces honoraires soient d'abord payables à même la contribution de Nissan aux honoraires des Avocats du Groupe en intégralité, puis payables à partir du Fonds de règlement plafonné. La Cour peut accorder un montant inférieur à celui demandé par les Avocats du Groupe. **Vous n'avez rien à payer.**

**COMMENT OBTENIR PLUS D'INFORMATION?**

L'Entente de règlement et d'autre informations détaillées, y compris les jugements pertinents, sont disponibles sur le Site Web du règlement à l'adresse suivante: [www.reglementdonneesnissan.com](http://www.reglementdonneesnissan.com).

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

<p>Administrateur des réclamations  <b>RicePoint Administration inc.</b>          Action collective de Nissan relative à          l'intrusion informatique          Boîte postale 3355          London, ON N6A 4K3</p>	<p>Avocats du Groupe  <b>Lex Group inc.</b>          4101 rue Sherbrooke Ouest          Montréal, QC H3Z 1A7          514-451-5500 (ext. 101) / <a href="mailto:info@lexgroup.ca">info@lexgroup.ca</a></p>
--	--

*Veuillez noter qu'en cas de divergence entre les termes du présent avis et l'Entente de règlement, les termes du présent avis prévaudront. Tout terme non défini dans le présent avis a la signification qui lui est attribué dans l'Entente de règlement.*

***La publication de cet avis a été autorisée par la Cour supérieure du Québec.***

## NOTICE OF PROPOSED CLASS ACTION SETTLEMENT NISSAN CANADA INC. DATA INCIDENT CLASS ACTION

**THIS IS A FORMAL NOTICE OF A PROPOSED SETTLEMENT OF CLASS ACTIONS OF WHICH YOU MAY BE A MEMBER OF THE CLASS. PLEASE READ THIS NOTICE CAREFULLY AS IT MAY AFFECT YOUR RIGHTS.**

This notice is for all persons in **Québec**: (i) whose personal or financial information held by Nissan Canada Inc. (“Nissan”) was compromised in a data breach of which Nissan was advised by the perpetrators by email on December 11, 2017, or (ii) who received a letter from Nissan on or about January 2018 informing them of such data breach (“Québec Class” or “Québec Class Members”).

### PROCEEDINGS

On April 28, 2021, a class action was authorized against Nissan in the matter of *Levy v. Nissan Canada Inc.*, Superior Court of Quebec Court File No.: 500-06-000907-184 (the “Québec Action”).

This Notice is to inform you that a proposed settlement has been reached in the Québec Action as well as in a certified class action lawsuit in Ontario against Nissan, Nissan Canada Financial Services Inc./Services Financiers Nissan Canada Inc. and Nissan North America, Inc. in the matter of *Grossman and Arntfield v Nissan Canada Inc., c.o.b. as Nissan Canada Finance and c.o.b. as Infiniti Financial Services Canada, Nissan Canada Financial Services Inc., Services Financiers Nissan Canada Inc. and Nissan North America, Inc.*, Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-18-00590402-00CP (the “Ontario Action”).

The proposed settlement applies to Québec Class Members as well as class members in the Ontario Action (“Settlement Class” or “Settlement Class Members”).

### WHAT IS THIS LAWSUIT ABOUT?

The lawsuit alleges that Nissan is liable for damages resulting from an incident occurring on or about December 11, 2017 in which it received an anonymous email from an unknown individual claiming to have information about Nissan customers, and demanding a ransom be paid to return the data (the “Data Incident”). The lawsuit alleges the Data Incident caused Class customers to incur monetary damages. Nissan denies any wrongdoing, and no court has concluded to any wrongdoing by Nissan. The parties have instead decided to settle the lawsuit.

### PROPOSED SETTLEMENT AGREEMENT

Nissan has agreed to provide, without any admission of liability, a settlement fund of CAD \$1,820,000.00 (“Capped Settlement Fund”) to pay Settlement Class Member claims.

If the Settlement is approved, Settlement Class Members would be eligible to submit either a “Documented Claim” or an “Undocumented Claim”.

1. Documented Claims: Settlement Class Members who have suffered damages, losses, costs and/or unreimbursed expenses caused by the Data Incident (including as a result of having received a letter informing them of the Data Security Incident in the Québec Action) and who submit a claim form evidencing (i) their membership in the Settlement Class; and (ii) documented damages incurred as a result of the Data Incident (including as a result of having received a letter informing them of the Data Security Incident in the Québec Action), would be eligible for the reimbursement of such damages up to **CAD \$2,500**, less the levy payable to the *Fonds d'aide aux actions collectives*, which is equal to 2% for any claim that is less than \$2,000 or 5% for any claim exceeding \$2,000.
2. Undocumented Claims: Settlement Class Members who do not have documentation or proof of damages and who submit a claim form establishing their membership in the Settlement Class would be entitled to **CAD \$35** for reimbursement of lost time, less 2% for the levy payable to the *Fonds d'aide aux actions collectives*.

If the total amount of claims to Settlement Class Members exceeds the total amount allocated for either the Documented Claims or the Undocumented Claims, the individual payments to Settlement Class Members may be reduced on a pro rata basis (proportionally).

**A copy of the settlement agreement (the “Settlement Agreement”) and other related documentation is available online at [www.nissandatasettlement.com](http://www.nissandatasettlement.com).**

<b>SETTLEMENT AGREEMENT APPROVAL HEARING</b>
--

Before the Settlement Agreement becomes effective, the Superior Court of Québec (the “Court”) must approve both the Settlement Agreement and the fees and expenses of class counsel, Lex Group Inc. (“Class Counsel”). The Court will review them to ensure that they are fair, reasonable and in the best interests of Class Members. **You have nothing to pay.**

The Approval Hearing will take place on June 6, 2024 at 9:30 A.M. at the Montreal Courthouse, 1 Notre-Dame Street East, in Montréal, Québec, Canada, in room 2.08 (or any other courtroom which will be indicated by the posting of a sign outside of courtroom 2.08 or designated by the Judge sitting in room 2.08) or through the designated room's Teams link. At this hearing, the Court will hear any objection(s) raised by Settlement Class Members with respect to the proposed Settlement Agreement, in accordance with the deadlines and procedure set forth in the Settlement Agreement. Settlement Class Members who do not oppose the proposed settlement are not required to attend this hearing or to take any action to indicate that they intend to be bound by it.

**If you are a Settlement Class Member and do not object to the settlement, you do NOT have to do anything and you do NOT have to attend the settlement approval hearing.**

**AM I A CLASS MEMBER?**

You are a Settlement Class Member if you are a Québec resident and correspond to one of the two following categories:

1. Your personal or financial information held by Nissan was compromised in the Data Incident;
- OR**
2. You received a letter from Nissan on or about January 2018 informing you of such Data Incident.

**WHAT ARE MY OPTIONS?**

If you are a Settlement Class Member, you have the following two (2) options:

1. **Do nothing.** If you do nothing, you will stay in the Class Action and be bound by the Settlement Agreement, if approved by the Court. If the Settlement Agreement is approved, you will then be eligible to participate in the settlement and make a valid claim before **100 days from the first dissemination of the Approval Notice** in order to obtain compensation for a Documented Claim of up to \$2,500 (less the levy payable to the *Fonds d'aide aux actions collectives*) if you provide documentary evidence of your losses or an Undocumented Claim of up to \$35 if you do not have such evidence (less the levy payable to the *Fonds d'aide aux actions collectives*); or
2. **Object to or comment on the settlement if you disagree with the Settlement Agreement.** For how to object to or comment on the Settlement Agreement, referring to the next section.

Note that Québec Class Members who have already excluded themselves from the Québec Action (opted-out) **cannot** object to or comment on the Settlement Agreement and will **not** be eligible to participate in the settlement, if approved.

**WHAT IF I DISAGREE WITH THE PROPOSED SETTLEMENT?**

What should I do if I disagree with the proposed settlement?

If you disagree with the proposed settlement, you can object to or comment on it by completing an objection form setting out the reasons why. The objection form is available online at [www.nissandatasettlement.com](http://www.nissandatasettlement.com). You must send this duly completed form no later than May 30, 2024 by registered mail to the Court at the following address:

Clerk of the Superior Court of Quebec  
Palais de Justice de Montréal  
(Re: *Levy v. Nissan Canada Inc.*, 500-06-000907-184)  
1 Notre-Dame Street East, Room 1.120  
Montréal, Québec H2Y 1B6

With copy to the Claim Administrator by mail to the following address:

[Nissan Data Incident Class Action](#)  
[c/o RicePoint Administration Inc.](#)

P.O. Box 3355  
London, ON N6A 4K3

You may also attend the Approval Hearing which will take place on June 6, 2024 in order to present your objection to the Court, but are not required to do so. After May 30, 2024, any objections must be made in person at the Approval Hearing.

#### **WHAT CAN I GET FROM THE PROPOSED SETTLEMENT?**

Each Settlement Class Member may be eligible for one of two types of benefits. If you have documentation, you can receive reimbursement for a Documented Claim of losses and/or expenses up to CAD \$2,500. If you do not have documentation, you may be eligible for an Undocumented Claim not exceeding CAD \$35. The amount of actual payments will depend on the total value of claims received and approved and may be proportionally reduced in case of insufficient funds, in accordance with the terms of the Settlement Agreement.

#### **TELL ME MORE ABOUT WHAT A “DOCUMENTED CLAIM” MEANS**

All Settlement Class Members who have suffered damages, losses, costs and/or unreimbursed expenses that were caused by the Data Incident (including as a result of having received a letter informing them of the Data Incident in the Québec Action) can, subject to providing reasonable documentary evidence as determined by the Claims Administrator, get reimbursed for these amounts up to CAD \$2,500. This documentary evidence may include invoices, receipts, financial records or photos. These losses and/or expenses could be related to:

- Disbursements incurred such as for purchasing extra insurance;
- Credit-related costs (such as buying credit reports, credit monitoring or identity theft protection, or costs to place a freeze or alert on your credit report); or
- Other costs or unreimbursed expenses as a result of the Data Incident.

#### **HOW DO I MAKE A CLAIM?**

To make a claim, you must, no later than **[100 days from receiving the Approval Notice]**:

- Complete a claim form online at [www.nissandatasettlement.com](http://www.nissandatasettlement.com); or
- Obtain a claim form in paper format from the Claims Administrator, complete it and send it by email or by mail to the Claims Administrator.

#### **WHEN WILL I RECEIVE MY PAYMENT?**

If you submit a complete, accurate, valid, and timely claim form, the Claims Administrator will send your payment to you after the settlement is finally approved and all appeals and other reviews have been exhausted.

**DO I HAVE A LAWYER IN THIS CASE?**

Yes. The lawyers representing the Québec Class Members are the law firm Lex Group Inc. You will not be charged by this law firm for its work on the case. If you want to be represented by your own lawyer, you may hire one at your own expense.

**HOW WILL THE LAWYERS BE PAID?**

At the same time as the Approval Hearing, Class Counsel will ask the Court for approval of the payment of their fees and other expenses. As part of the settlement, in addition to the Capped Settlement Fund and subject to the Court's approval, Nissan has agreed to pay a contribution to Class Counsel Fees in the amount of CAD \$490,000. Class Counsel will request an all-inclusive sum that is 30% of the total settlement amount, plus applicable GST, HST and QST. Class Counsel will request this fee be first payable from Nissan's contribution to Class Counsel fees in its entirety and then payable from the Capped Settlement Fund. The Court may award something less than the amount requested by Class Counsel. You have nothing to pay.

**HOW DO I OBTAIN MORE INFORMATION?**

The Settlement Agreement and further detailed information, including relevant judgments, are on the Settlement Website at [www.nissandatasettlement.com](http://www.nissandatasettlement.com).

For more information, you can also contact:

<p>Claims Administrator  <b>RicePoint Administration Inc.</b>            Nissan Data Incident Class Action            P.O. Box 3355            London, ON N6A 4K3</p>	<p>Class Counsel  <b>Lex Group Inc.</b>            4101 Sherbrooke Street West            Montréal, QC H3Z 1A7            514-451-5500 (ext. 101) / <a href="mailto:info@lexgroup.ca">info@lexgroup.ca</a></p>
---	--

*Please note that in case of any discrepancy between the terms of this Notice and the Settlement Agreement, the terms of this Notice shall prevail. Any term not defined in this Notice shall have the meaning ascribed in the Settlement Agreement.*

***The publication of this notice has been authorized by the Superior Court of Québec.***